

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

## LE CRIME ORGANISÉ TRANSNATIONAL

## Un «grand défi» qui se pose aux pays arabes

**Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Tayeb Belaïz, a affirmé mardi 3 mars 2015 que le crime organisé transnational, y compris le terrorisme, constituait un «grand défi» que les pays arabes doivent relever à travers la coordination et la coopération. Ces propos sont extraits d'un entretien à l'APS à la veille de la tenue de la 32<sup>e</sup> session du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur les 11 et 12 mars.**

Selon lui, la question «en appelle à la mise en place de cadres juridiques et de mécanismes nouveaux, en complément à ceux déjà existants, aptes à renforcer l'échange, souple et efficace, des informations, de l'expertise et des expériences dans les domaines de la formation et de l'entraînement, notamment concernant les formes actuelles de criminalité». Il a ajouté que la session d'Alger constituera une opportunité pour évaluer tout ce qui a été réalisé dans le domaine de la coopération sécuritaire et toutes les stratégies et plans sécuritaires, notamment en matière de lutte contre le terrorisme, et aussi de rechercher de nouveaux mécanismes adaptés à la lutte contre la criminalité, sous ses diverses formes et particulièrement le crime organisé, et de prospecter également de nouvelles voies pour affronter, efficacement, le terrorisme, le circonscrire et tarir

les sources de son financement. Evaluant la coordination arabe dans la lutte contre le trafic de drogue, de l'émigration clandestine et du crime organisé, le ministre a affirmé que les Etats arabes «ont une parfaite conscience des grands risques que représente le phénomène de la drogue, qui est devenu aujourd'hui l'un des plus grands risques auxquels sont confrontés autant la communauté internationale que les pays arabes, notamment du fait de son interconnexion avec les autres types de crime organisé, qui ne sont pas de moindre danger, tels que le terrorisme et son financement, la contrebande et le blanchiment d'argent».

L'indispensable  
coopération régionale

Dans ce cadre, a-t-il indiqué, «le secrétariat général du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur et son bureau spéciali-



sé dans les affaires de drogue ont pris une série de mesures pour la lutte contre ce fléau et sa réduction en renforçant la coopération et en augmentant le niveau de coordination dans ce domaine, de sorte à ce que ce phénomène soit affronté de façon commune et globale, dans les limites des lois et règlements nationaux propres à chaque Etat». «Par ailleurs et nonobstant la création de banques de données et de fichiers, l'émis-

sion de listes noires des bandes de trafiquants de drogue et la diffusion d'avis de recherche concernant les personnes impliquées ou condamnées dans des affaires de drogue, les Etats arabes ont adopté nombre de mécanismes à même de permettre la lutte contre ce fléau, tels que la stratégie arabe de lutte contre l'usage illicite des drogues et des psychotropes et les plans périodiques de sa mise en œuvre», a-t-il encore précisé.

Concernant le crime organisé, le ministre algérien de l'Intérieur a rappelé qu'il existait «une coopération arabe de lutte contre cette forme de criminalité à travers des stratégies arabes communes et des plans périodiques de leur mise en œuvre et également à travers des conventions sécuritaires et judiciaires telle que la convention arabe pour la lutte contre le crime organisé transnational.

LSC

### Il était une fois la contrebande au Sahel...

L'histoire de la contrebande au Sahel n'est pas nouvelle puisqu'elle remonte aux VII<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> siècles, et qu'il s'agit avant tout d'un «marché d'opportunité», comme disent les économistes. Cigarettes, médicaments, migrants, armes, tout transite par la bande sahélienne qui s'étend de la Mauritanie au Tchad.

La drogue n'est qu'une marchandise parmi d'autres, sauf qu'elle est bien plus rentable (un multiple de 1 à 16 du producteur au consommateur), et que cette rentabilité démultiplie la corruption et la déstabilisation des Etats de la région, qui n'ont jamais été très solides. La contrebande est une activité à la fois historique et vitale pour toute la zone sahélienne. «Nous sommes soit éleveurs soit trafiquants», plaisante, à moitié, un militant de la cause touareg, réfugié à Bamako car il s'était opposé aux djihadistes lorsqu'ils occupaient sa région du nord. «AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) a toujours préféré les prises d'otages, qui lui rapportent davantage, mais le Mujao, lui, est impliqué dans le trafic de drogue. Quant aux autres groupes et aux individus eux-mêmes, y compris mes camarades touaregs, tout est une question d'opportunité. Je connais des gens qui, depuis 2012, ont appartenu successivement à l'armée malienne, à des mouvements indépendantistes, à des groupes djihadistes, puis se sont alliés avec les soldats français et ont maintenant repris le trafic de tout ce qu'ils trouvent : électronique, migrants, drogue...».

## La loi contre le blanchiment d'argent, nouvelle version, publiée au Journal officiel

La loi n°15-06 du 15 février 2015, modifiant et complétant la loi n°05-01 du 6 février 2005, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, a été publiée au Journal officiel n°08 du 15 février 2015. Pour rappel, le Conseil des ministres s'était réuni le 30 décembre dernier, avait examiné et approuvé un avant-projet de modification de la loi du 6 février 2005, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cette modification mettra davantage à niveau la législa-

tion nationale avec les décisions des Nations unies relatives à cette question. À ce titre, le projet de loi confortera l'assise juridique des décisions de la Banque d'Algérie et de la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) pour la mise en œuvre par les banques et autres institutions financières locales de mesures préventives contre ces fléaux. Il élargira aussi la compétence des tribunaux nationaux sur les infractions de financement du terrorisme et de blanchiment d'argent, y compris lorsqu'il s'agit de faits commis à l'étranger et visant des intérêts algériens. Enfin,

le texte consolide les procédures de gel, par le juge, des fonds destinés au terrorisme. En adoptant cette loi en un temps record, l'Algérie échappera à des sanctions internationales (figurer sur une liste noire de pays non impliqués dans la lutte contre le blanchiment d'argent) : ce qui a amené le gouvernement à mettre en conformité son arsenal législatif avec les recommandations du Gafi (Groupe d'action financière internationale) qui a épinglé l'Algérie en octobre dernier pour insuffisances en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.

D. H.

## «Air Cocaïne» au Mali, venue... d'Amérique du Sud !

Le Mali n'est que la dernière illustration de ce phénomène qui a pris de l'ampleur au début des années 2000.

En 2009, l'exemple le plus emblématique, mais aussi le plus grossier, qui rivalise avec les histoires abracadabrantes de contrebande à la frontière américano-mexicaine, s'est déroulé près de la ville de Tarkint, non loin de Gao, au nord-est du Mali. C'est celui d'«Air

Cocaïne», un Boeing 727 retrouvé incendié sur une piste de fortune en plein désert. Provenant du Venezuela, l'avion cargo s'était posé sans encombre, mais n'avait pas pu redécoller. Il avait donc été brûlé par les équipes au sol, venues dans une noria de 4x4, qui avaient bien entendu pris soin de vider l'aéronef de son précieux contenu : plusieurs tonnes de cocaïne. «Air Cocaïne» était une époque de gros transbordements, bien plus risqués. Aujourd'hui, les trafiquants morcellent leurs «cargaisons». Cela évite également la publicité inhérente à ce genre d'affaires. Car un Boeing 727 crashé au milieu du désert, ça attire les curieux et les soupçons de connivence au plus haut niveau de l'Etat malien — ce que sous-entendaient très clairement plusieurs câbles de l'ambas-

sade américaine à Bamako, révélés par Wikileaks. «On ne fait pas atterrir un Boeing dans le désert sans un minimum de complicités locales, affirme le chercheur Georges Berghezan, du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP). Des proches d'Amadou Toumani Touré (ATT), l'ancien président, étaient impliqués dans le trafic.»